

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 6 (1978)

DOI: 10.11588/fr.1978.0.49286

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Harrison, S. 114 und 402, Hamlin, S. 162 und 402). Es ist anzunehmen, daß Schuker die deutschen Nachlässe für seine Dissertation auswertete, dieser Teil der Fußnoten dann aber verlagstechnischen Überlegungen zum Opfer fiel. Andererseits würde gerade in einer Arbeit, die außerordentlich wichtige und z. T. schwer zugängliche Nachlässe erschlossen hat, die Aufnahme aller Namen in den Index ein wichtiges Hilfsmittel für den historisch interessierten Leser sein.

Im Detail untersucht Schuker Alternativen der französischen Steuerpolitik und die Rolle des Bankiers beim Zustandekommen des Dawesplans. Er kann überzeugend zeigen, daß die Spekulation gegen die französische Währung im Frühjahr 1924 entgegen weitverbreiteten zeitgenössischen Gerüchten, zu denen auch Äußerungen französischer Minister beitrugen, nicht auf englische oder deutsche Aktionen zurückzuführen ist. Das defizitäre Budget, Schwierigkeiten bei der Aufnahme von Anleihen, die Ablehnung von Steuererhöhungen durch das Parlament, die geringen Einnahmen aus der Ruhrbesetzung und die andauernde Krise der Entente, schufen eine Situation, die eine Spekulationswelle gegen den Franc auslöste, die nur durch das Eingreifen amerikanischer Bankiers gestoppt werden konnte. Damit begab sich Frankreich in eine Abhängigkeit, die, trotz der Sympathien des Bankhauses Morgan, für Frankreich einschneidende Reformen notwendig machte. Als Voraussetzung für die Gewährung der Anleihen mußte die französische Regierung sich verpflichten, einen Ausgleich des Budgets durch eine Steuerreform herbeizuführen, vorübergehend die Ausgaben für die zerstörten Gebiete Nordfrankreichs zu stoppen, kurzfristige Anleihen von der Einkommensteuerpflicht zu befreien und durch eine Beschränkung von Handelskrediten eine deflationäre Finanzpolitik einzuleiten. Die faszinierende Darstellung der finanziellen Rahmenbedingungen der französischen Politik bis zur und auf der Londoner Konferenz im August 1924 zeigt, wie interessant eine Geschichtsschreibung sein kann, die diplomatische, ökonomische und finanzpolitische Entwicklungen zur Beurteilung historischer Sachverhalte heranzieht.

Hermann-J. RUPIEPER, Berlin

Bernd SÖSEMANN, *Das Ende der Weimarer Republik in der Kritik demokratischer Publizisten*, Berlin (Colloquium Verlag) 1976, 251 p. (Coll. Abhandlungen und Materialien zur Publizistik, Band IX).

Ce livre nous montre des prises de position politiques lors du déclin de la République de Weimar, de 1930–1933, de quatre éditorialistes allemands éminents: Theodor Wolff et Ernst Feder du »Berliner Tageblatt«, Julius Elbau de la »Vossische Zeitung« et Leopold Schwarzschild qui éditait lui-même le journal »Montag-Morgen« et la revue »Das Tage-Buch«. Parmi eux le plus important était sans doute Theodor Wolff. Pendant vingt-six ans, de 1906 à 1933, il était rédacteur en chef du »Berliner Tageblatt«, deuxième journal allemand quant à la diffusion. De temps en temps les hommes d'État allemands le consultaient. Ancien correspondant du journal à Paris et familier avec de nombreux milieux politiques français, il avait effectué en 1925 une mission officieuse à Paris. Tous

les quatre étaient des libéraux de gauche;<sup>1</sup> ils avaient été membres ou proches du »Parti Démocratique Allemand« (lequel en 1930 changea son nom en »Parti de l'État Allemand« avec une orientation plus à droite, mais ceci n'empêcha pas son déclin permanent en petit groupuscule). On peut donc difficilement parler d'une comparaison entre eux puisqu'ils adoptaient, à quelques nuances près, dans presque toutes les questions la même attitude. Seul Schwarzschild différait parfois un peu de ces trois confrères. Il était plus critique envers les erreurs de la République de Weimar, surtout à ses débuts, et avait des idées plus audacieuses en matière économique.<sup>2</sup> – Le livre de M. Söseman aurait gagné en intérêt s'il avait inclus dans sa recherche au moins un publiciste d'une tendance différente, par exemple un éditorialiste du journal libéral de droite »Deutsche Allgemeine Zeitung« ou de l'organe du Centre catholique »Germania«.

Les quatre journalistes étaient donc fermes partisans de la démocratie parlementaire et de la Constitution de Weimar. Or, celle-ci cessait d'exister en 1930. Après la dislocation du gouvernement de la »grande coalition« sous Hermann Müller, Brüning constitua un ministère minoritaire qui s'appuya plus sur le Président de la République que sur le Parlement. Cette évolution fut observée avec inquiétude par les quatre éditorialistes. Ils critiquèrent aussi (sauf Elbau) la décision de Brüning, en conflit avec les sociaux-démocrates sur la politique économique et fiscale, de dissoudre le Reichstag et d'organiser de nouvelles élections le 14 septembre 1930. A la surprise presque générale (juste Elbau l'avait prévu) les nationaux-socialistes, jusqu'ici un groupuscule, remportèrent une grande victoire et devinrent le deuxième parti d'Allemagne. Maintenant de larges milieux, entre autres les quatre publicistes mais aussi les sociaux-démocrates, considérèrent Brüning comme le dernier bastion contre Hitler et lui accordèrent un »soutien critique« (avec des nuances, Elbau allant très loin dans sa confiance au Chancelier, Schwarzschild étant le plus réservé) – soutien qui variait dans les différents stades de son expérience gouvernementale.

Dans les deux questions principales de la politique allemande: le hitlérisme et le nationalisme en politique extérieure les quatre voyaient juste. Ils dénonçaient sans cesse le danger du national-socialisme qu'ils considéraient à juste titre comme plus imminent que celui du communisme. Bien que résolument non marxistes, ils se refusaient à être bernés par le slogan de l'anti-bolchévisme. (Il est surprenant que juste Schwarzschild, en général le plus lucide parmi tous, ait eu en 1930 l'idée – velléitaire – de confier la direction d'un gouvernement de coalition à Hitler pour une brève période pour qu'il se discréditât rapide-

<sup>1</sup> Ils étaient aussi tous Juifs. Mais sauf leur opposition énergique à l'antisémitisme, leurs écrits n'avaient aucune coloration »judaïque« particulière.

<sup>2</sup> Schwarzschild continuait plus que les trois autres son activité après 1933, d'abord en France puis aux États-Unis. Il édita à Paris »Das Neue Tage-Buch«, remarquablement lucide dans ses analyses politiques. Le même trait se trouve aussi dans ses livres »La Fin des Illusions« et »Le Monde Envoûté« (»World in Trance«). Il y reprochait aux Alliés d'avoir manqué de fermeté envers l'Allemagne dès 1919 et exigeait des mesures énergiques capables d'empêcher une nouvelle agression allemande à l'avenir. Cependant, dans ses dernières années il évoluait vers un anticommunisme et anti-marxisme assez unilatéral.

ment.) Mais ils étaient sur la défensive. Ils voulaient défendre un système politique qui avait échoué en Allemagne et ils le voyaient bien. Tout ce qu'ils pouvaient proposer c'était d'accepter les méthodes du gouvernement de Brüning comme un expédient, en attendant des jours meilleurs, quand le retour à la démocratie parlementaire serait possible. En matière économique ils regrettaient (sauf Elbau) le caractère anti-populaire des mesures prises par Brüning dans le cadre de sa politique de déflation, mais ils avaient en général peu de propositions constructives à faire pour remédier à la crise. Seul Schwarzschild eut le courage de s'en prendre à quelques tabous. Tout en étant libéral, il vit la nécessité d'une certaine planification et d'une intervention de l'État dans l'économie. Il reconnut aussi qu'une inflation modérée et contrôlée était préférable à la déflation et à la recession économique qui engendrait le chômage. Toutefois, il n'alla pas jusqu'à proposer un plan économique d'ensemble tel que Franklin Roosevelt devait le réaliser dans le *New Deal*.

M. Söseman parle très peu des prises de position des quatre éditorialistes en matière de politique étrangère, et c'est bien regrettable, car il y a maintes choses à dire la-dessus. Il mentionne toutefois leur combat contre le nationalisme allemand et leur désir d'une réconciliation franco-allemande. Ils dénonçaient le mythe selon lequel la crise économique allemande du début des années trente était liée au problème des réparations. C'était pourtant l'opinion généralement répandue en Allemagne. Brüning, profondément nationaliste, la partageait dans une large mesure et ne fit pas beaucoup pour améliorer les relations franco-allemandes. Il paraît d'ailleurs – et M. Söseman le fait bien remarquer – que les quatre publicistes, en premier lieu Elbau, ont surestimé Brüning et ses capacités politiques. C'était certes un homme intelligent et plein de bonne volonté de mettre fin à la crise, mais finalement il a échoué complètement dans le domaine politique aussi bien qu'économique.

Ils se trompèrent encore plus lourdement – mais ici leur erreur fut partagée par la presque totalité des socialistes, démocrates et libéraux allemands – quand au printemps de 1932 ils appelèrent le peuple à réélire Hindenburg à la Présidence de la République. Ils parlaient de l'idée – contestable – qu'il était le seul candidat à pouvoir battre Hitler. Ils pensaient naïvement, mais comme presque tous les Allemands, que le vieux Maréchal se serait sincèrement converti à la République et ne voyaient pas que dans son for intérieur il était resté monarchiste et que surtout il était entouré d'une camarilla foncièrement anti-démocratique. Ils ne le reconnaîtront qu'un an plus tard, lorsque Hindenburg aura livré la République à Hitler.

En attendant le Maréchal démit moins de deux mois après sa réélection Brüning et instaura le gouvernement autoritaire de Papen. Le premier acte de ce ministère fut de déposer par un mini-coup d'État le gouvernement démocratique de Prusse. Maintenant le doute n'était plus permis et les quatre publicistes combattirent avec vigueur Papen et ses méthodes; mais ils n'eurent plus prise – s'ils en avaient jamais eu – sur les événements politiques. Si Papen échoua après moins de six mois de gouvernement, ce ne fut pas à cause de l'opposition démocratique, mais à cause de sa querelle avec Hitler. Son successeur fut le Général Schleicher, lui aussi un homme de droite, mais qui voulait donner une assise

populaire plus large à son gouvernement et entamer une certaine politique sociale. Les quatre éditorialistes lui accordèrent un soutien conditionnel malgré leurs réticences. Ils comprirent qu'à ce moment-là seule la réussite de Schleicher pouvait barrer la voie à Hitler, la gauche allemande ayant perdu la partie. Toutefois, Schleicher fut combattu par les autres forces de droite et abandonné par Hindenburg. Après avoir gouverné moins de deux mois, il dut céder la place à Hitler. Les quatre journalistes et beaucoup d'autres démocrates (s'ils n'étaient pas assassinés ou emprisonnés) durent prendre le chemin de l'exil, leurs journaux ayant été interdits ou pris en charge par le régime national-socialiste.

La tragédie de ces publicistes met en relief la faiblesse de la démocratie allemandes sous Weimar. Éditorialistes dans les plus grands journaux, ils avaient espéré influencer les hommes d'État et l'opinion publique d'Allemagne, comme le faisaient avec succès leurs confrères d'Europe occidentale. Mais en Allemagne rares étaient les hommes politiques à maintenir le contact avec la presse. Brüning, qui rencontra à plusieurs reprises Theodor Wolff (mais une fois seulement Elbau, pourtant fidèle à le soutenir), ne les écouta guère. L'échec fut encore plus grand auprès de l'opinion publique. Le »Berliner Tageblatt« et la »Vossische Zeitung« – ensemble avec la »Frankfurter Zeitung« – s'adressaient à la bourgeoisie cultivée. Ces journaux avaient un grand tirage et étaient beaucoup lus, mais finalement avaient très peu d'emprise sur l'opinion publique, contrairement à ce qui se passait en France et en Angleterre. Car la bourgeoisie allemande était dans sa grande majorité monarchiste et nationaliste, peu ouverte aux idées démocratiques et pacifistes. Symbolique à cet égard était le déclin constant du »Parti Démocratique Allemand«, coincé entre la droite nationaliste et les marxistes (dont faisaient parti, théoriquement au moins, les sociaux-démocrates). L'idéologie démocratique n'était point enracinée en Allemagne entre les deux guerres et surtout pas dans les milieux éduqués. Ceci était la raison principale de l'échec de la République de Weimar.

Charles BLOCH, Paris/Tel Aviv

Les Relations Franco-Allemandes 1933–1939. Actes du Colloque International du Centre National de la Recherche Scientifique à Strasbourg du 7 au 10 octobre 1975, Paris (Editions du CNRS) 1976, 424 S.

Die Erforschung der deutsch-französischen Beziehungen in den kritischen dreißiger Jahren unseres Jahrhunderts ist bis in die jüngste Vergangenheit in bemerkenswerter Weise vernachlässigt worden. Auf dem vom Straßburger »Centre d'Etudes Germaniques« unter Leitung von F. G. Dreyfus im Rahmen des CNRS veranstalteten Kolloquium vom Oktober 1975, dessen Beiträge in dem hier anzuzeigenden Band der Öffentlichkeit vorgelegt werden, ist die Forschungslücke erstmals konzentriert angegangen worden. Inzwischen hat sich auch das »Comité d'histoire de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale« in Zusammenarbeit mit dem Deutschen Historischen Institut in Paris der Thematik angenommen